

Législation et réglementation

I. Décrets

- Décret n° 2001-703 du 31 juillet 2001 modifiant le code du travail et le code général des impôts en application de la loi n° 2001-152 du 19 février 2001 sur l'épargne salariale 887
- Décret n° 2001-631 du 19 février 2001 sur l'épargne salariale 887
- Décret n° 2001-704 du 31 juillet 2001 modifiant le décret n° 89-623 du 6 septembre 1989 pris en application de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créances 888
- Décret n° 2001-828 du 4 septembre 2001 pris pour l'application de l'article 19-3 de la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives 890

Réponses des ministres aux questions écrites des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat

I. Entreprises

- Notion d'entreprise, statut du chef d'entreprise 893

II. Associations

- Transparence : modification de la réglementation (non) 894
- Régime fiscal : association d'utilité sociale, exonération d'impôt, plafonnement 895

Bibliographie

- I. Comptes rendus d'ouvrages 898
- II. Bibliographie thématique 901
- III. Actualités bibliographiques 903
- IV. Sélection d'ouvrages récents 911
- V. Thèses de doctorat 912
- VI. Mise à jour de l'encyclopédie Dalloz – Répertoire des sociétés 912

Informations

- I. Statut des coopératives dans l'Union européenne 913
- II. La Charte de l'économie sociale 915
- III. L'actionnariat salarié 916

cation de l'article 64, alinéa de la loi du 25 janvier 1985 (c. com., art. L. 621-65) (non) - vaine poursuite préalable (non), Cass. 3 ^e civ., 23 janvier 2001, note Jean-Philippe DOM	847
---	-----

VII. Droit pénal des sociétés

• Responsabilité pénale des personnes morales - infractions commises par la société absorbée - infraction antérieure à la fusion - condamnation de la société absorbante (non) - application du principe de la personnalité des peines (art. 121-2 CP), Cass. crim., 20 juin 2000, note Isabelle URBAIN-PARLÉANI	851
• Société - société à responsabilité limitée - contrôle - commissaire aux comptes - obstacle aux fonctions - commissaire relevé de ses fonctions par un jugement non définitif - justification (non), Cass. crim., 12 septembre 2001, note Bernard BOULOC	859
• Société - société par actions - société anonyme - administrateur - responsabilité civile - action sociale - exercice - actionnaire - droit propre - portée, Cass. crim., 12 décembre 2000, note Bernard BOULOC	865
• Société - société anonyme - société d'habitation à loyer modéré - administrateur - interdiction de la réception d'un avantage quelconque - acte accompli par le coassocié d'une société civile professionnelle, Cass. crim., 2 mai 2001, note Bernard BOULOC	869
• Société - société anonyme - abus de biens sociaux - action publique - prescription - délai - point de départ, Cass. crim., 27 juin 2001, note Bernard BOULOC	873

Sommaires de jurisprudence

par Yves GUYON

• ASSOCIATION - membres - pouvoir disciplinaire - exclusion - contrôle judiciaire - dommages-intérêts (CA Versailles 10 ^e ch. sec., 28 juin 2001)	879
• SOCIÉTÉ ANONYME - administrateur - contrat de travail - cumul (non) - administrateur déjà en fonction (CA Paris 18 ^e ch. sec. E, aud. sol. 29 juin 2001)	880
• SOCIÉTÉ ANONYME - assemblée générale ordinaire annuelle - délai de réunion - prorogation judiciaire (CA Paris 1 ^{re} ch. sec. A, 2 août 2001)	880
• SOCIÉTÉ EN GÉNÉRAL - dirigeants - responsabilité civile - régime - prescription - point de départ (CA Paris 3 ^e ch. sec. B, 5 juillet 2001)	881
• SOCIÉTÉ EN GÉNÉRAL - expert comptable - responsabilité - obligation de moyens - situation intermédiaire donnant une image inexacte des comptes (CA Paris 25 ^e ch. sec. A, 12 octobre 2001)	883
• SOCIÉTÉ UNIPERSONNELLE - notion - associé n'ayant fait que des apports en industrie (CA Paris 25 ^e ch. sec. A, 6 juillet 2001)	883
• SOCIÉTÉ EN GÉNÉRAL - abus de majorité - mise en réserve des bénéfices - décision conforme à l'intérêt social (CA Versailles 12 ^e ch. sec. 2, 1 ^{er} février 2001)	884

Jurisprudence commentée

I. Sociétés en général

- Cautionnement - étendue - dettes d'une société - cautionnement par un dirigeant social - dettes postérieures à la transformation de la société, Cass. com. 20 février 2001, note Catherine MALECKI 807

II. Sociétés à responsabilité limitée

- Société à responsabilité limitée - gérant - révocation - associé - volonté de nuire - responsabilité délictuelle, Cass. com., note Bruno DONDERO 818

III. Sociétés anonymes

- Conventions réglementées - groupes de sociétés - convention d'assistance - convention non écrite - convention approuvée par le conseil d'administration - convention à durée indéterminée - autorisation annuelle (art. L. 225-38) (non) - forme particulière (non), Cass. com. 27 février 2001, note Jean-François BARBIERI 827

IV. Sociétés coopératives

- Société coopérative - objet du contrat de coopération - livraison du produit en vue de la production - cadre juridique du contrat de livraison - contrat de coopération - substitution d'un contrat de vente avec réserve de propriété (non), Cass. 1^{re} civ., note Bernard SAINTOURENS 834

V. Droit fiscal des sociétés

- Sociétés - participations - abandon de créance à caractère financier consenti à une filiale préalablement à sa cession - moins-value - calcul de la valeur d'origine des titres cédés - abandon non déductible - créance abandonnée ajoutée au prix d'acquisition des titres, Conseil d'État, 16 mars 2001, note Olivier FOUQUET 837

VI. Redressement judiciaire

- Redressement judiciaire - GIE - prêt bancaire - caution - dirigeant du GIE - exercice par la banque des recours contre les cautions - défaut de déclaration de créance à la procédure ouverte contre chaque membre du groupement - application de l'article 2037 c. civ. (oui), Cass. com. 20 février 2001, note Jean STOUFFLET 843
- Société civile d'exploitation agricole - redressement judiciaire par voie d'apurement du passif - action d'un créancier contre les associés - appli-

TABLE DES MATIÈRES

De la démocratie dans les associations

I. Les insuffisances de la démocratie à l'égard des membres de l'association

- Les insuffisances dans les conditions normales de fonctionnement de l'association, par Yves GUYON 735
- Les remèdes partiels aux insuffisances de la démocratie dans les associations. L'exemple de quelques associations à statuts spéciaux, par Benoît LE BARS 741
- Les remèdes partiels aux insuffisances de la démocratie dans les associations. La situation comptable dans certaines associations « réglementées », par Bernard BOULOC 752
- Les remèdes statutaires aux crises de la démocratie dans les associations, par Mazvydas Michalauskas 759
- Les remèdes judiciaires aux crises de la démocratie dans les associations, par Isabelle Urbain-Parléani 768

II. Les insuffisances de la démocratie à l'égard de donateurs

- Les droits reconnus aux donateurs par la loi de 1901, par Paul LE CANNU . 776
- Les droits reconnus aux donateurs par le code civil, par Yvonne FLOUR . 783

III. Les insuffisances de la démocratie à l'égard des bénéficiaires des services rendus par l'association

- Liberté d'association et règles de concurrence, par Gilbert PARLÉANI . 791

Doctrines

- Remarque sur les modifications concernant les offres publiques d'acquisition résultant de la réforme du CMF en date du 17 juillet 2001, par Dominique CARREAU et Hervé LETRÉGUILLY 799

Revue

des
sociétés



DIRECTEUR
Yves Guyon

RÉDACTEUR EN CHEF
Isabelle Urbain-Parléani

DALLOZ